

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
CS 70527  
28019 Chartres Cedex

Chartres, le 18/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **AXEREAL**

36 Rue de la Manufacture  
CS 40639  
45160 Olivet

Références : 4570/RAPVI/PBi/IC240168  
Code AIOT : 0010004570

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2024 dans l'établissement AXEREAL implanté Le Bois Grasset 28270 Fessanvilliers-Mattanvilliers. L'inspection a été annoncée le 25/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AXEREAL
- Le Bois Grasset 28270 Fessanvilliers-Mattanvilliers

- Code AIOT : 0010004570
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement réalise une activité de stockage et négoce de céréales, d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium, d'engrais liquides et de produits phytopharmaceutiques. Il est classé sous le régime de l'autorisation pour son activité de stockage d'engrais solides, et sous le régime de l'enregistrement pour ses activités de stockage de céréales.

L'établissement est régi par l'arrêté préfectoral du 2 août 2000, complété par les arrêtés du 5 août 2002 et du 1er août 2007.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque surpression/projection

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection a visité les locaux suivants :

- Extérieur des installations ;
- Bâtiment de stockage d'engrais solides ;
- Silo de stockage de céréales - Tour de manutention.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Cloisons bois du stockage d'engrais solides	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.2	Demande d'action corrective	60 jours
9	Silos - Suivi des installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Article 4-II	Demande d'action corrective	60 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Réserve de sable magasin d'engrais solides	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.2	Sans objet
3	Matières incompatibles - poteaux métalliques	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.1	Sans objet
4	Silos - Surveillance des installations et formation du personnel	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 23	Sans objet
5	Silos -	Arrêté Ministériel du 26/11/2012,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	Consignes d'exploitation	article 24	
6	Silos - Permis de feu	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24	Sans objet
7	Silos - Équipements de manutention du grain	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26.IV.A	Sans objet
8	Silos - Non-propagation de la flamme sur les transporteurs à bande	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26. IV.B	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Cloisons bois du stockage d'engrais solides

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Produits incompatibles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations utilisant du bois pour les cloisons ou pour fermer une case en façade, les installations ayant des passerelles constituées d'éléments en bois et les installations qui disposent de bandes transporteuses qui ne sont pas en matériau difficilement propagateur de la flamme selon les référentiels en vigueur sont dotées de robinets d'incendie armés ou d'un dispositif fixe équivalent, répartis dans le magasin de stockage et le stockage couvert en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Constat du 9 novembre 2021 :  Mise en place de la mesure déterminée équivalent par l'exploitant à la présence de robinets d'incendie armés, sans pour autant justifier de son équivalence ou de son adéquation en transmettant :  - l'avis de COOP DE FRANCE sur les mesures de remplacement équivalentes à l'installation de RIA au sein d'un magasin de stockage d'engrais solides soumis à autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement ;</p>

- un complément d'étude de dangers adapté au site démontrant l'équivalence et l'adéquation de la mesure proposée par rapport aux risques identifiés en regard de la configuration et des particularités du site, ainsi que l'assurance de la mise en œuvre de celle-ci et/ou des moyens proposés par le personnel de ce même site.

Réponse de l'exploitant du 1er février 2022 :

Dans notre courrier du 12 juillet 2021, nous avons transmis cet avis ainsi que l'étude avec la matrice 5\*5 (Probabilité/Gravité) justifiant que ce scénario est considéré comme acceptable. Nous ne trouvons pas cette réponse dans le compte rendu d'inspection du 9 décembre 2022.

Constat de l'inspection du 13 mars 2024 :

L'inspection des installations classées a constaté la présence de 3 extincteurs de 50 kg dans le bâtiment de stockage d'engrais solides, ainsi que 3 extincteurs de 9 kg situés sur la passerelle surplombant les cases de stockage d'engrais solides. Ces équipements supplémentaires sont en cohérence avec l'avis transmis par Coop de France dans son courriel du 19 janvier 2021, transmis à l'inspection des installations classées dans le courrier du 12 juillet 2021.

Le jour de l'inspection, l'inspection des installations classées a également observé la présence de plusieurs personnes extérieures à l'établissement. L'exploitant a indiqué que se tenait le jour de l'inspection la première réunion pré-travaux pour la rénovation du bâtiment de stockage d'engrais solides. Parmi ces travaux, et devant être réalisé en priorité, se trouve le retrait des murs inter-cases en bois, ainsi que le retrait de la passerelle supérieure et les équipements de manutention actuellement installés dans le bâtiment. L'exploitant a indiqué que les cloisons devraient être retirées avant la moisson 2024.

**Dans l'attente de la réalisation de ces travaux, le présent constat est conservé en l'état.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60jours

**N° 2 : Réserve de sable magasin d'engrais solides**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Gestion d'engrais en mélange

**Prescription contrôlée :**

A proximité des aires de chargement et de déchargement extérieures aux stockages, des aires de stationnement des engins de manutention, l'exploitant dispose de pelles et de réserves de sable meuble et sec de 100 litres minimum.

**Constats :**

e minConstat 2021 :

<p>Absence de réserve de sable meuble et sec (100 litres au minimum) à proximité des aires de chargement et déchargement extérieures aux stockages.</p> <p>Réponse exploitant 1er février 2022 : Vous trouverez ci-joint une illustration de l'ajout dans le magasin engrais vrac d'une réserve de sable de minimum 100 L ainsi qu'une pelle.</p> <p>Constat de l'inspection du 13 mars 2024 : L'inspection des installations classées a confirmé la présence d'une réserve de sable de minimum 100 L dans le magasin d'engrais solides ainsi que de pelles.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Matières incompatibles - poteaux métalliques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Matières incompatibles</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sont notamment interdits à l'intérieur du magasin de stockage et du stockage couvert ainsi qu'à moins de 10 mètres de tout stockage :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les matières incompatibles telles que les amas de corps réducteurs (métaux divisés ou facilement oxydables), les produits susceptibles de jouer le rôle d'accélérateurs de décomposition (sels de métaux), les chlorates, les chlorures, les acides, les hypochlorites, la chaux vive par exemple.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Constat 2021 : Du fait de l'état de remplissage des cases, il n'a pas été possible de déterminer si le poteau métallique est en contact direct avec les engrais à base de nitrate d'ammonium stockés en vrac dans les cases de 350 tonnes.</p> <p>Réponse de l'exploitant du 1er février 2022 : Le site a ouvert une case, vous trouverez sur la photo ci-dessous que les poteaux métalliques sont bâchés. Nous avons rappelé au site l'importance que ces poteaux soient protégés en permanence tant que de l'engrais est en contact.</p> <p>Constat de l'inspection du 13 mars 2024 : L'inspection des installations classées a constaté qu'au vu du faible remplissage des cases de stockage d'engrais, en préalable aux travaux du bâtiment, les engrais en vrac ne sont pas en contact avec les poteaux métalliques des cases.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 4 : Silos - Surveillance des installations et formation du personnel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance des installations et formation du personnel
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>Le personnel reçoit une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'installation. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle est mise à jour et renouvelée régulièrement. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté lors de l'inspection un document daté du mois de février 2024 et désignant nommément la responsable de site rencontrée lors de l'inspection à son poste. Sur demande de l'inspection, l'exploitant a également présenté le certificat de formation aux risques liés à l'exploitation des silos de la responsable de site, ainsi que de son adjoint. Ces certificats datent respectivement du 2 octobre 2023 et du 21 mai 2019.</p> <p><b>L'inspection des installations classées ne relève pas d'écart.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
Type de suites proposées : Sans suite

**N° 5 : Silos - Consignes d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance des installations et des travaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'exploitant tient par ailleurs à disposition des différents intervenants un document précisant les caractéristiques d'origine en matière de sécurité devant être respectées sur les équipements ou structures faisant l'objet de l'intervention. Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées a constaté la présence des consignes de sécurité concernant la gestion de l'établissement dans le bureau de l'établissement, accessibles au personnel du site. L'inspection des installations classées a notamment observé la présence d'une consigne encadrant les actions à mener en cas d'auto-échauffement dans les cellules du silo, datée du 27 août 2012.</p>

<p>datée du 27 août 2012.</p> <p>Le contenu de cette consigne est de la responsabilité de l'exploitant, et n'a pas été contrôlé lors de l'inspection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Silos - Permis de feu**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Travaux par point chaud et permis feu</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents. [...] Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant ne disposant pas de permis de feu récent concernant les installations de stockage de céréales, l'inspection des installations classées a contrôlé le permis de feu le plus récent délivré au sein de l'établissement.</p> <p>Le contrôle par sondage du permis de feu délivré le 6 mars 2024, au profit de la société RVI, pour le remplacement du câble de la benne à vis du bâtiment engrais, n'appelle pas d'observation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Silos - Équipements de manutention du grain**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26.IV.A</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations de transfert de grains</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les équipements/matériels mécaniques sont protégés contre la pénétration des poussières, ils sont convenablement lubrifiés.</p> <p>Les installations de dépoussiérage, élévateurs, transporteurs ou moteurs sont asservis à des</p>



dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et sont reliés à une alarme sonore ou visuelle.[...]
<b>Constats :</b>  Le contrôle par sondage du fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage n'appelle pas d'observation. Un état récapitulatif de l'ensemble des contrôles effectués concernant le fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage est joint en annexe 1 du présent rapport.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Silos - Non-propagation de la flamme sur les transporteurs à bande**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26. IV.B
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Transporteurs à bande
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]Les bandes de transporteurs sont non propagatrices de flammes. Elles respectent la norme NF EN ISO 340, version avril 2005 ou les normes NF EN 12881-1, version juillet 2008 et NF EN 12881-2, version juin 2008.[...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué que les bandes des transporteurs ont été changées durant l'année 2021, et a présenté les certificats de conformité mentionnant que les équipements installés sont conformes à la norme ISO 340. De plus, l'inspection a constaté la présence du marquage attestant de la conformité de la bande installée sur le transporteur TB2 à la non propagation de la flamme.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Silos - Suivi des installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Article 4-II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  II. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents suivants :

- le rapport annuel sur la conformité des installations électriques et matériels utilisés (cf. articles 16 et 17) et le suivi formalisé de la prise en compte des conclusions ; [...]
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions des articles 16 et 17 du présent arrêté.

L'exploitant formalise les suites données à ces contrôles. [...]

#### **Constats :**

L'exploitant a présenté le rapport de vérification des installations électriques daté du 2 juin 2023, basé sur une intervention du 31 mai 2023, ainsi que le certificat Q18 issu de ce rapport.

Ce certificat indique que la vérification des installations électriques a été complète, et que la coupure totale a été réalisée lors de l'intervention.

Le certificat Q18 liste 1 écart pouvant entraîner des risques d'incendie ou d'explosion, concernant l'absence de continuité à la terre sur un éclairage fixe installé dans le magasin d'engrais solides vrac.

L'exploitant a indiqué ne pas avoir corrigé cet écart au jour de l'inspection.

Il explique que des travaux d'ampleur sont prévus dans le bâtiment de stockage d'engrais solides vrac pour le rénover. Il ajoute qu'au vu de ces travaux, la correction de l'écart électrique a été retardée, dans le cas où l'éclairage concerné serait retiré du bâtiment, rendant des travaux de correction inutiles. Il a ajouté que dans le cas où cet éclairage serait conservé dans le bâtiment, il serait remis en conformité.

**L'exploitant doit justifier des actions prises concernant l'équipement indiqué non-conforme dans le rapport du 2 juin 2023.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant transmet un justificatif d'action corrective à l'inspection.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60jours